

LÉON BLUM  
CHEF DE GOUVERNEMENT

---

1936-1937

SOUS LA DIRECTION DE  
PIERRE RENOUVIN et RENÉ RÉMOND

*Références*



PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE  
DES SCIENCES POLITIQUES

Extrait de la publication

**Léon Blum**  
**chef de gouvernement**

ISBN de la version numérique : 9782724685015

une documentation sur les publications de la fondation nationale  
des sciences politiques sera envoyée sur simple demande adressée  
aux presses de la fondation nationale des sciences politiques  
27, rue saint-guillaume, 75341 paris cedex 07

LÉON BLUM

---

CHEF DE GOUVERNEMENT

1936-1937

SOUS LA DIRECTION DE  
PIERRE RENOUVIN et RENÉ RÉMOND

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE  
DES SCIENCES POLITIQUES

Extrait de la publication

Le colloque sur « Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937) » s'est tenu à la Fondation nationale des sciences politiques, les 26 et 27 mars 1965.

Il a été ouvert par M. Pierre RENOUVIN; M. René RÉMOND a présenté le rapport introductif et M. Ernest LABROUSSE a tiré la conclusion du colloque.

Les séances furent présidées par MM. Pierre RENOUVIN, François GOGUEL, Pierre LAROQUE et Ernest LABROUSSE.

Mlle Janine BOURDIN a été chargée de l'organisation du colloque et de la préparation du présent ouvrage.

© 1981 PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE  
DES SCIENCES POLITIQUES  
ISBN 2-7246-0454-7 (2<sup>e</sup> édition)  
(ISBN 2-7246-0199-8 1<sup>re</sup> édition, 1967)

LISTE DES PERSONNALITÉS  
AYANT PARTICIPÉ AU COLLOQUE

- PIERRE BARRAL**, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Nancy.
- PAUL BASTID**, *de l'Institut*. Ancien ministre. Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.
- WILFRID BAUMGARTNER**, Ancien ministre.
- MAURICE BAUMONT**, *de l'Institut*. Professeur honoraire à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris.
- Mme **LÉON BLUM**.
- M. et Mme **ROBERT BLUM**.
- ANDRÉ BLUMEL**, Conseiller municipal de Paris. Conseiller général de la Seine. Ancien directeur du cabinet du président du Conseil en 1936-1937 et 1938.
- LOUIS BODIN**, Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.
- Mlle **JANINE BOURDIN**, Attachée au secrétariat général de la Fondation nationale des sciences politiques.
- JEAN BRUHAT**, Maître-assistant à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
- JULIEN CAIN**, *de l'Institut*. Administrateur général honoraire de la Bibliothèque nationale.
- Mme **HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE**, Chargée de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.
- GEORGES CASTELLAN**, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Poitiers.
- JACQUES CHAPSAL**, Directeur de l'Institut d'études politiques de Paris.
- YVES CHATAIGNEAU**, Ambassadeur de France.
- JEAN-JACQUES CHEVALLIER**, *de l'Institut*. Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris. Président de l'Association française de science politique.
- PIERRE COT**, Ancien ministre. Directeur d'études à l'École pratique des hautes études.
- GASTON CUSIN**, Conseiller d'Etat en service extraordinaire.
- ROBERT DELAVIGNETTE**, Gouverneur général honoraire de la France d'outre-mer.
- HUBERT DESCHAMPS**, Gouverneur honoraire de la France d'outre-mer. Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris.
- JACQUES DROZ**, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris. Président de la Société d'histoire de la Troisième République.
- GEORGES DUPEUX**, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Bordeaux.

- JEAN-BAPTISTE DUROSELLE**, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris. Directeur du Centre d'étude des relations internationales de la Fondation nationale des sciences politiques.
- HENRY EHRMANN**, Professeur à Dartmouth College, Hanover, Etats-Unis.
- Mme DENISE FAUVEL-ROUIF**, Secrétaire générale de la Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales.
- MAURICE FLAMANT**, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Dijon. Directeur du Service d'étude de l'activité économique et de la situation sociale.
- JACQUES FOUQUES-DUPARC**, Ambassadeur de France.
- LUCIEN GENET**, Professeur de première supérieure au lycée Louis-le-Grand. Vice-président de la Société d'histoire moderne.
- BERNARD GEORGE**, Professeur au Lycée Lavoisier.
- RAOUL GIRARDET**, Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
- FRANÇOIS GOGUEL**, Secrétaire général du Sénat. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
- DAVID GOLDEY**, Professeur à Lincoln College, Oxford.
- ETIENNE GOUT**, Directeur général de l'Union immobilière de France. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
- Mme MARIE GRANET**, Collaboratrice de la *Revue socialiste*.
- PAUL GRUNEBaum-BALLIN**, Président de section honoraire au Conseil d'Etat.
- LÉO HAMON**, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Dijon.
- ANDRÉ HAURIU**, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.
- RENÉ HENRY-GRÉARD**, Secrétaire général de l'Institut d'études politiques de Paris.
- YVES-MARIE HILAIRE**, Maître-assistant à la Faculté des lettres et sciences humaines de Lille.
- JEAN-MARIE D'HOOP**, Agrégé de l'Université. Secrétaire général de la Société des professeurs d'histoire et géographie.
- SERGE HURTIG**, Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Secrétaire général de l'Association internationale de science politique.
- JEAN-MARCEL JEANNENEY**, Ministre des Affaires sociales. Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.
- JAMES JOLL**, Professeur à Saint-Antony's College, Oxford.
- JACQUES JULLIARD**, Assistant à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris-Nanterre.
- CHARLES-ANDRÉ JULIEN**, Professeur honoraire à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris.
- JULIO JUST**, Ancien ministre du gouvernement espagnol.
- PIERRE JUVIGNY**, Maître des requêtes au Conseil d'Etat. Secrétaire général du Centre de formation des experts de la coopération technique internationale.
- Mme ANNIE KRIEGL**, Chargée d'enseignement au Collège littéraire universitaire de Reims.

**ERNEST LABROUSSE**, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris.

**DOCTEUR et Mme LA PORTE.**

**PIERRE LAROQUE**, Président de section au Conseil d'Etat. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

**GEORGES LAVAU**, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris. Directeur d'études et de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.

**GEORGES LEFRANC**, Ancien élève de l'Ecole normale supérieure. Agrégé de l'université.

**Mme MADELEINE LÉO-LAGRANGE.**

**JEAN MAITRON**, Docteur ès lettres. Secrétaire général de l'Institut français d'histoire sociale.

**RENÉ MASSIGLI**, Ambassadeur de France.

**DANIEL MAYER**, Ancien ministre. Président de la Ligue des droits de l'homme.

**Mme DANIEL MAYER**, Secrétaire générale de la Société des amis de Léon Blum.

**JEAN MEYRIAT**, Directeur des services de documentation de la Fondation nationale des sciences politiques. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

**GEORGES MONNET**, Ancien ministre.

**PIERRE MENDES FRANCE**, Ancien président du Conseil.

**JULES MOCH**, Ancien ministre.

**MICHEL MOUSEL**, Ancien président de l'Union nationale des étudiants de France.

**MARIUS MOUTET**, Ancien ministre.

**HENRI NOGUÈRES**, Directeur des collections historiques aux éditions Robert Laffont.

**ROBERT PAGOSSE**, Directeur de la *Revue socialiste*.

**ALEXANDRE PARODI**, Vice-président du Conseil d'Etat.

**ANDRÉ PHILIP**, Ancien ministre. Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

**MARCEL PRÉLOT**, Sénateur du Doubs. Recteur honoraire.

**ANTOINE PROST**, Assistant à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

**ROGER QUILLOT**, Chargé de cours à la Faculté des lettres et sciences humaines de Clermont-Ferrand. Membre du comité directeur de la S.F.I.O.

**JEAN RABAUT**, Journaliste à l'O.R.T.F.

**NICOLE RACINE**, Attachée de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

**Mme OLGA RAFFALOVITCH**, Directeur-adjoint au Ministère du travail.

**Mme MADELEINE RÉBÉRIOUX**, Assistante à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris.

**RENÉ RÉMOND**, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris-Nanterre. Directeur d'études et de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.



**PIERRE RENOUVIN**, de l'*Institut*. Doyen honoraire de la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris. Président de la Fondation nationale des sciences politiques.

**ANDRÉ SABATIER**.

**ROBERT SABATIER**.

**DANIEL SALTET**, Directeur adjoint des services de documentation de la Fondation nationale des sciences politiques.

**STUART R. SCHRAM**, Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

**PHILIPPE SERRE**, Ancien ministre.

**JACQUES SUFFEL**, Bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.

**MARCEL THOMAS**, Conservateur en chef du cabinet des manuscrits (Bibliothèque nationale).

**DENISE TINTANT**, Agrégée de l'université.

**JEAN TOUCHARD**, Secrétaire général de la Fondation nationale des sciences politiques. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

**JEAN-RAYMOND TOURNOUX**, Journaliste parlementaire. Directeur du service politique de *Paris-Match*.

**ROBERT VERDIER**, Agrégé de l'université. Ancien député. Ancien directeur du *Populaire*.

**Mme ROBERT VERDIER**.

**PIERRE VIDAL-NAQUET**, Maître de conférences à la Faculté des lettres et sciences humaines de Lyon.

**PIERRE VOITELLIER**, Préfet hors cadre.

**NICHOLAS WAHL**, Professeur à l'Université de Princeton, Etats-Unis.

**PIERRE WALINE**, Délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

**PHILIP WILLIAMS**, Professeur à Nuffield College, Oxford.

**ETIENNE WEILL-RAYNAL**, Ancien élève de l'Ecole normale supérieure. Docteur ès lettres.

**GILBERT ZIEBURA**, Professeur à l'Otto-Suhr-Institut, Berlin.

PERSONNALITÉS INVITÉES  
N'AYANT PAS PU PARTICIPER AU COLLOQUE

ANDRÉ ARMENGAUD, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Dijon.

Mme COLETTE AUDRY, Agrégée de l'université.

VINCENT AURIOL, Ancien président de la République.

JOSEPH BARSALOU, Journaliste à la *Dépêche du Midi*.

JEAN-CLAUDE CASANOVA, Directeur d'études et de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques. Professeur agrégé à la Faculté de droit et des sciences économiques de Nancy.

JOËL COLTON, Professeur à Duke University, Durham, Etats-Unis.

CHARLES CORBIN, Ambassadeur de France.

PAUL DELOUVRIER, Délégué général au District de la région de Paris.

JEAN-MARIE DOMENACH, Directeur de la revue *Esprit*.

JACQUES FAUVET, Rédacteur en chef du journal *Le Monde*.

MARCEL FLOURET, Président de chambre honoraire à la Cour des comptes.

ANDRÉ FRANÇOIS-PONCET, Ambassadeur de France.

GEORGES FRIEDMANN, Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

LOUIS GIRARD, Professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris.

ROGER GIRON, Conseiller de la direction au journal *France-soir*.

GEORGE GORSE, Ancien ministre. Ambassadeur de France.

DANIEL GUÉRIN, Journaliste. Homme de lettres.

RAYMOND HAAS-PICARD, Préfet de la Seine.

GUY LA CHAMBRE, Ancien ministre.

ALFRED LAMBERT-RIBOT, Maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat. Ancien représentant du patronat français au Bureau international du travail.

HENRI LAUGIER, Professeur honoraire à la Faculté des sciences de Paris. Recteur honoraire.

Mr. et Mrs. PICKLES, Professeurs à la London School of Economics.

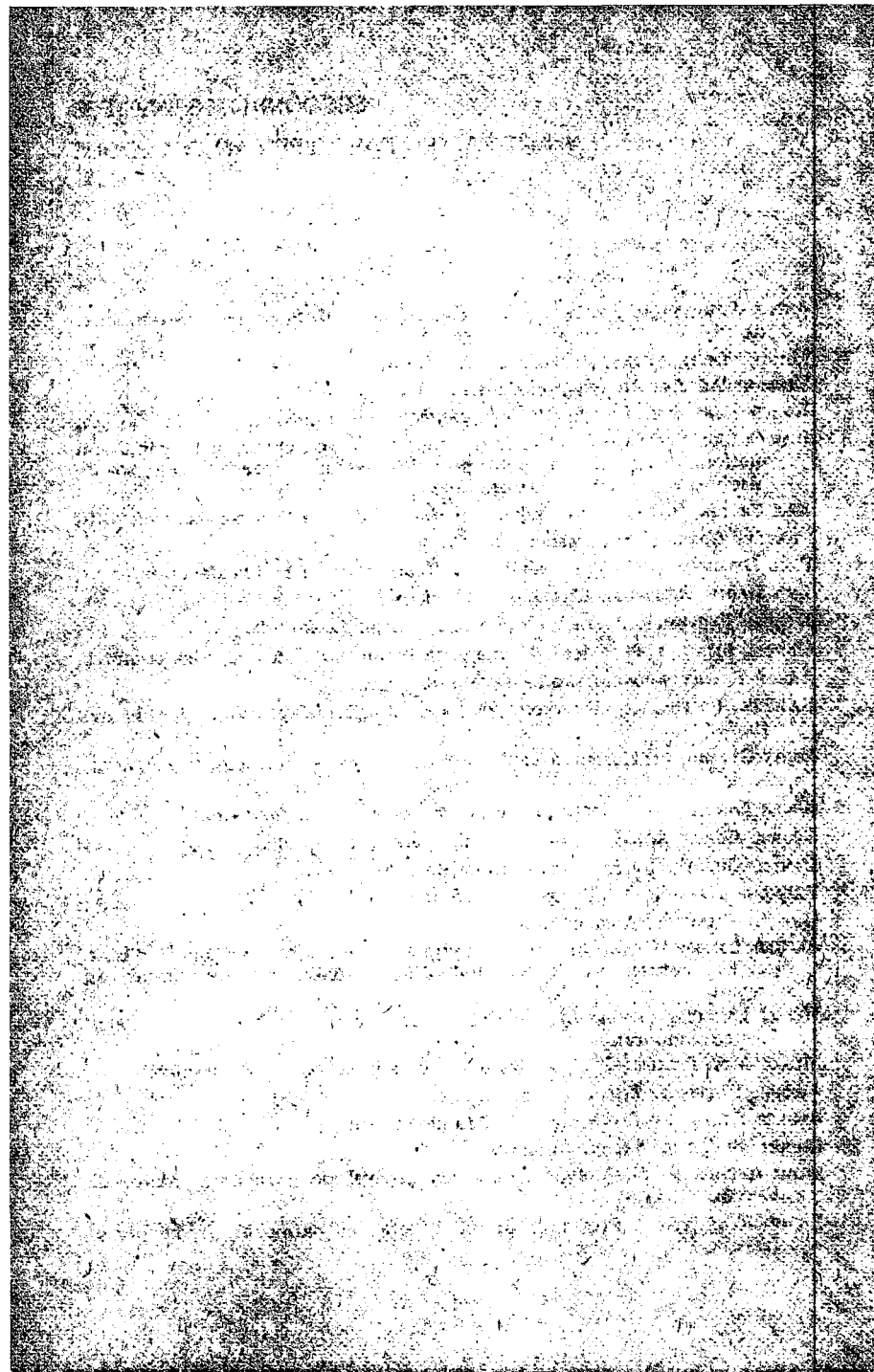
JACQUES RUEFF, de l'*Académie française*.

ALFRED SAUVY, Professeur au Collège de France.

PIERRE SUDREAU, Ancien ministre.

Mme ANDRÉE PIERRE-VIÉNOT, Conseiller général des Ardennes. Maire de Rocroi.

PIERRE-RENÉ WOLF, Président de la Fédération nationale de la presse française.



OUVERTURE DU COLLOQUE, par <i>Pierre Renouvin</i> .....	15
RAPPORT INTRODUCTIF, par <i>René Rémond</i> .....	17

## 1/ L'état des forces

LÉON BLUM A LA VEILLE DE L'EXERCICE DU POUVOIR, par <i>Gilbert Ziebura</i> .....	27
Interventions sur le rapport de Gilbert Ziebura, 37.	
L'ÉTAT DE L'OPINION AU DÉBUT DE L'ANNÉE 1936, par <i>Jean Touchard</i> et <i>Louis Bodin</i> .....	49
LES GRÈVES DE JUIN 1936, ESSAI D'INTERPRÉTATION, par <i>Antoine Prost</i> .....	69
Interventions sur le rapport de Jean Touchard et Louis Bodin et sur le rapport d'Antoine Prost, 88.	
LÉON BLUM ET LA MAJORITÉ PARLEMENTAIRE, par <i>Georges Dupeux</i> .....	109
Communication d' <i>Annie Kriegel</i> sur « Léon Blum et le Parti communiste » .....	125
LES FORCES ADVERSESES, par <i>René Rémond</i> et <i>Janine Bourdin</i> ....	137
Interventions sur le rapport de Georges Dupeux et sur le rapport de René Rémond et Janine Bourdin, 160.	
Annexes aux rapports sur L'état des forces, 175.	

## 2/ La politique économique et sociale

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LÉON BLUM, par <i>Jean-Marcel Jeanneney</i> .....	207
Communication de <i>Pierre Mendès France</i> sur « La politique économique de Léon Blum » .....	233
LA POLITIQUE SOCIALE DU FRONT POPULAIRE, par <i>Etienne Gout</i> , <i>Pierre Juvigny</i> , <i>Michel Mousel</i> .....	241
Communication de <i>Pierre Waline</i> sur « Le patronat français et l'application des quarante heures (1936-1939) » .....	277
Interventions sur le rapport de Jean-Marcel Jeanneney et sur le rapport d'Etienne Gout, de Pierre Juvigny, Michel Mousel, 281.	
Annexes aux rapports sur La politique économique et sociale, 297.	

### 3/ Problèmes internationaux et problèmes coloniaux.

<b>LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU PREMIER GOUVERNEMENT</b>	
<b>LÉON BLUM</b> , par <i>Pierre Renouvin</i> .....	329
Interventions sur le rapport de Pierre Renouvin, 355.	
<b>LÉON BLUM ET LES PAYS D'OUTRE-MER,</b>	
par <i>Charles-André Julien</i> .....	377
<b>Communication de <i>Robert Delavignette</i> sur « La politique de Marius Moutet au Ministère des colonies »</b> .....	391
Interventions sur le rapport de Charles-André Julien, 395.	
Annexes aux rapports sur Les problèmes internationaux, 407.	
<b>CONCLUSION DU COLLOQUE</b> , par <i>Ernest Labrousse</i> .....	413
<b>RÉFLEXIONS SUR UN COLLOQUE</b> , par <i>René Rémond</i> .....	419

# LISTE DES ANNEXES

## I/ L'état des forces

I — Programme du Parti communiste français pour les élections des 26 avril - 3 mai 1936 ( <i>extraits</i> ) .....	175
II — « Tout n'est pas possible ». Article de Marcel Gitton dans <i>L'Humanité</i> , 29 mai 1936 .....	176
III — « Les radicaux ont raison ». Article de Jacques Duclos dans <i>L'Humanité</i> , 27 juin 1936 .....	176
IV — Réponse du Parti communiste au Conseil national du Parti socialiste, 14 mai 1936 .....	177
V — « Tout est possible ». Article de Marceau Pivert, dans <i>Le Populaire</i> , 27 mai 1936 .....	178
VI — Les votes de la Chambre pendant le premier ministère Blum .....	181
VII — Composition de la majorité parlementaire du Cabinet Blum lors de trois scrutins importants .....	182
VIII — Résultats des élections partielles sous le premier ministère Blum .....	183
IX — Ordre du jour du comité directeur de l'Alliance démocratique, juillet 1936 .....	185
X — Lettre de Jean Goy, président général de l'Union nationale des combattants, « à tous les directeurs de journaux nationaux », juillet 1936 .....	186
XI — Appel de l'Union nationale des combattants, octobre 1936 .....	187
XII — Accord entre le Parti social français et l'Union nationale des combattants, octobre 1936 .....	188
XIII — Résolution de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce, juillet 1936 .....	189
XIV — Lettre de Pierre Thiriez, président du Comité central du textile de Lille, à Léon Blum, 17 septembre 1936 .....	190
XV — Déclaration du conseil de régence de la Banque de France, 30 juillet 1936 .....	191
XVI — Lettre de M. C.-J. Gignoux, président de la Confédération générale du patronat français, à Léon Blum, novembre 1936 .....	193
XVII — Lettre pastorale des cardinaux français aux catholiques de France, 31 octobre 1936 .....	194
XVIII — « Chemises bleues ». Editorial du <i>Temps</i> , 30 mars 1937 .....	196
XIX — Quatre mois de Front populaire (bilan publié le 16 octobre 1936 dans « trois cents quotidiens et hebdomadaires républicains nationaux de Paris et de province ») .....	197
XX — Extraits du discours de P.-E. Flandin au congrès régional de l'Alliance démocratique à Lyon, 23 mai 1937 .....	203

## II/ La politique économique et sociale

I — Comparaison internationale :	
Production industrielle .....	297
Prix de gros .....	298
Salaires nominaux et coût de la vie .....	299
II — La conjoncture française, 1935-1938 .....	300
III — Indices de la production industrielle française, 1935-1938 .....	303
IV — Extraits du préambule de l'exposé des motifs de la proposition de loi budgétaire pour 1933 .....	305
V — Dévaluation ou alignement monétaire? Extraits des débats à la Chambre et au Sénat .....	307
VI — La part des salaires dans les coûts de production. Extraits des débats à la Chambre et au Sénat .....	312
VII — Témoignage de M. A. Lambert-Ribot sur l'accord Matignon .....	314
VIII — Témoignage de M. R.-P. Duchemin sur l'accord Matignon .....	316
IX — Communiqué de la Confédération générale de la production française, 12 juin 1936 .....	316
X — Déclarations de M. Pierre Waline, conseiller technique du délégué patronal français à la Conférence internationale du travail, 10 juin 1936 .....	317
XI — Lettre de l'Union des industries métallurgiques et minières au ministre du Travail, sur l'application des quarante heures, 1 <sup>er</sup> août 1936 .....	318
XII — Rapport général du Comité d'enquête sur la production, décembre 1937 .....	319
XIII — Rapport de M. Brissaud au Conseil national économique sur la pénurie de la main-d'œuvre qualifiée dans ses rapports avec le chômage, septembre 1937 .....	320
XIV — Audition du représentant patronal du Groupe des industries métallurgiques et mécaniques de la région parisienne devant la Commission de l'armée, 15 septembre 1938 .....	321
XV — Lettre du président de l'Union des industries métallurgiques et minières au ministre du Travail sur l'application du décret du 20 novembre 1936 (28 juillet 1938) .....	322

## III/ Problèmes internationaux et problèmes coloniaux

I — Lettre de Fernando de Los Rios au président Giral ....	407
II — Témoignage de M. Jimenez de Asua .....	409

## OUVERTURE DU COLLOQUE

MESDAMES, MESSIEURS,

*Je voudrais, en quelques mots très brefs, vous indiquer dans quel esprit la Fondation nationale des sciences politiques a organisé ce colloque.*

*A propos d'un grand moment de l'histoire contemporaine, d'un moment dont nous sentons encore les uns et les autres, à chaque instant, l'actualité, nous avons voulu essayer d'appliquer les méthodes de la science politique, c'est-à-dire entreprendre une étude fidèle, clairvoyante, désintéressée. Dans ce dessein il était nécessaire que nous fassions d'abord appel à celle et à ceux qui ont connu le plus intimement la pensée du président Léon Blum, et je prie Madame Léon Blum, je prie Monsieur et Madame Robert Blum d'accepter l'expression de notre gratitude pour leur participation à ce colloque. Nous avons fait appel aussi aux collaborateurs les plus directs du Président, aux membres de son ministère, au directeur de son cabinet, au secrétaire général du gouvernement, à tous ceux qui ont été associés directement à son œuvre ; nous avons fait appel également aux hauts fonctionnaires qui, soit dans les services civils, soit dans les services diplomatiques, ont été les artisans de cette œuvre ou y ont collaboré. Enfin, nous avons eu le souci, en organisant ce colloque, d'inviter des personnalités représentant les diverses tendances politiques qui se sont affrontées à l'époque du Front populaire, ainsi que les organisations syndicales, tant ouvrières que patronales. C'est donc aussi largement que possible que nous avons cherché à réunir des témoins. Si nous devons regretter que certaines personnalités n'aient pas pu se joindre à nous aujourd'hui, le nombre et la qualité de celles qui sont présentes nous assurent cependant de l'intérêt de nos débats.*

*D'autre part, nous avons voulu réunir ceux qui avaient manifesté dans leurs paroles ou dans leurs écrits un intérêt particulier à l'œuvre accomplie par le premier gouvernement de Front populaire, soit en lui apportant une adhésion, soit en la critiquant. Nous avons donc demandé le concours de représentants de la presse et d'universitaires — spécialistes de la science politique, sociologues, historiens, économistes. Et parmi ceux qui ont étudié cette œuvre nous n'avons pas oublié nos collègues étrangers : l'un d'entre eux se trouve ici aujourd'hui.*



*d'hui et pourra tout à l'heure nous exposer le résultat de ses travaux sur la pensée et la doctrine de Léon Blum. Voilà quels concours, et j'en oublie sans doute, nous avons cherchés.*

*Dans quel esprit voudrions-nous que ces deux journées de travail se déroulent ? Ce que nous avons souhaité, nous spécialistes de science politique, c'est étudier l'action de l'homme d'Etat face aux obstacles qui limitent cette action. De cet homme d'Etat, il importe d'abord d'étudier la pensée, la doctrine, le programme, et ce programme peut n'être pas entièrement en accord avec la pensée parce qu'il se rend compte que certains aspects de cette pensée ne peuvent encore passer dans les faits. Et puis il faut regarder cet homme d'Etat aux prises avec la réalité quotidienne de la vie politique et de la vie sociale, mesurer les obstacles qu'il rencontre dans les groupements d'intérêts, dans les partis politiques, et aussi dans les groupements corporatifs ou professionnels. Comment a-t-il réagi à l'égard de ce que l'on peut appeler les forces profondes — forces économiques, forces sociales et tendances profondes de l'opinion publique qu'il essaie de percevoir avant même qu'elles ne se manifestent ? Comment a-t-il adapté son programme primitif à ces nécessités ? Quelles concessions a-t-il été obligé de faire, quels abandons partiels de son programme a-t-il été obligé de consentir ?*

*Voilà le thème général de nos réflexions. Pourquoi avons-nous pensé que le moment était venu de faire cette tentative ? Il nous est apparu que nous avions maintenant — trente ans après les événements — le recul nécessaire pour entreprendre « à froid » une étude critique, et que nous ne devons pas attendre davantage dès lors que notre désir était de recueillir et de confronter des témoignages. Bien entendu, en historien que je suis, je me sens plus sceptique encore que beaucoup d'entre vous à l'égard des résultats que peut obtenir un colloque comme celui-ci. Ces résultats seront provisoires ; ils seront sujets à révision plus tard, à la lumière de nouveaux documents ou de nouveaux témoignages.*

*Tel est l'esprit de sérénité dans lequel nous avons conçu ces journées. Nous avons certes conscience de l'anxiété qu'éprouve l'homme d'Etat lorsqu'il se trouve en face des obstacles qu'il ne parvient pas à surmonter ; nous avons pleine conscience du pathétique de certaines situations politiques. Pourtant ce n'est pas cet aspect sentimental qui, ici, est le nôtre : nous nous plaçons du point de vue de la science politique, c'est-à-dire que nous essayons de nous élever au-dessus de ces passions, si légitimes soient-elles, pour essayer de comprendre. Et c'est à cette œuvre-là que je vous convie, en vous remerciant très particulièrement du concours que vous voulez bien nous apporter.*

PIERRE RENOUVIN

## RAPPORT INTRODUCTIF

M. le doyen Renouvin vient de définir l'esprit de notre colloque. Il a dit les raisons qui justifient l'initiative et en ont guidé l'organisation. Quinze ans presque jour pour jour après la mort de Léon Blum, le double depuis la formation de son premier gouvernement, le moment est venu d'entreprendre une étude proprement scientifique de l'homme et de l'œuvre. L'éloignement, l'apaisement des passions, la publication de plusieurs ouvrages sur la période rendent désormais possible un examen raisonné et critique sur des données objectivement établies. D'autre part il n'est que temps de commencer à recueillir les souvenirs des témoins qualifiés par leurs fonctions ou leurs relations personnelles : à attendre plus, on se priverait de confidences précieuses, peut-être de dépositions inestimables. A égale distance des apologies et des polémiques, il s'agit de restituer, de comprendre et d'expliquer. La vérité n'est-elle pas le plus bel hommage que nous puissions rendre aux disparus ?

En se gardant de rien ajouter à la présentation de M. Renouvin, le présent rapport, fidèle à sa mission introductive, se propose de poser en quelques mots les règles de notre conversation, d'énoncer quelques interrogations majeures et de dénombrer les directions principales où s'engagera notre recherche.

En premier lieu, définir les lois que nous convenons de poser au principe de notre entreprise et qui en régiront le déroulement. Toujours nécessaire, cette précaution de méthode est peut-être plus indispensable encore en la circonstance, compte tenu du nombre et de la qualité des participants assemblés, à raison aussi de l'intérêt du sujet et de la variété de ses aspects. Au long des échanges de ces deux jours, tant de perspectives diverses risquent de nous solliciter, tant de chemins de traverse de nous détourner de notre axe principal qu'il est plus impérieux que jamais de nous accorder au départ sur notre destination.

Le colloque a pour titre : « Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937 ». C'est la rencontre entre ces deux termes, le trait d'union entre l'homme et le chef de gouvernement qui définit le point exact et constitue le sujet original de notre étude. Léon Blum, président du Conseil, sa personnalité de chef de gouvernement, son rôle à la tête du premier gouvernement de Front populaire, des premiers jours de juin 1936 jusqu'à sa démission le 21 juin 1937 : voilà le thème de nos entretiens, le problème posé à notre réflexion. On ne se propose donc pas de retracer toute l'existence du leader socialiste, ni de dresser un bilan complet de sa pensée et de son action. Ce n'est pas le militant qui retiendra l'attention, ni l'éditorialiste du *Populaire*, ni l'orateur des congrès de la S.F.I.O., ni le penseur, l'écrivain ou l'intellectuel, ou, plus exactement, ce sont tous ces aspects — car comment les séparer ou les ignorer ? — mais confondus dans un seul être, mis en œuvre dans l'accomplissement d'une des plus hautes et des plus exigeantes responsabilités qui soient dans nos sociétés politiques, la direction effective d'un grand pays, l'exercice du pouvoir. Tel est notre sujet : Léon Blum à l'épreuve du pouvoir, cet homme dont lui-même disait, on s'en souvient, au conseil national du 10 mai 1936, qu'il ne savait pas quel il était, quel il serait : il tentait sur lui-même une épreuve, et les autres aussi. Prenons cette façon de poser la question pour point de départ : sans y penser, Léon Blum, en exprimant ainsi l'interrogation qui le tourmentait, invitait les historiens à relayer les contemporains et nous proposait à l'avance une hypothèse de travail : si d'aventure il fallait une justification à notre entreprise ou si nous cherchions encore une définition pour ce colloque, voici la question qui s'imposerait au frontispice de ces deux journées de recherche commune : quel homme l'épreuve du pouvoir a-t-elle révélé en Léon Blum ?

Nous sommes convenus de limiter le champ de l'étude au seul premier gouvernement. Le second, en mars-avril 1938, a duré trop peu de temps ; sans doute était-il condamné dès sa constitution. L'hypothèse du précédent pesait lourdement tant sur le comportement de Léon Blum que sur celui de ses partenaires et de ses adversaires. Dans l'intervalle la situation générale aussi s'était profondément modifiée pour l'équilibre des forces politiques comme pour la nature et la gravité des problèmes posés aux responsables. Quant à son troisième ministère, dix ans plus tard, en décembre 1946 - janvier 1947, l'expérience est par trop singulière : dans l'esprit de Léon Blum elle ne pouvait être qu'une transition entre la fin du provisoire et l'instauration effective de la Quatrième République. Ainsi, pour toutes ces raisons, on se limitera au premier gouvernement. L'expérience se prête merveilleusement à l'analyse et, plus que toute autre, invite à la réflexion. Elle a duré un peu plus d'une année, laissé une œuvre

durable, un souvenir qui ne s'est pas éteint aujourd'hui. Elle a incarné une grande espérance, avant que retombe la ferveur des commencements et que la lassitude émousse l'enthousiasme initial. Sa portée dépasse ses données objectives et l'impose à notre considération : c'est la première fois dans l'histoire politique de la France qu'accède aux responsabilités du pouvoir un socialiste qui entend rester fidèle à l'orthodoxie et à la discipline de son parti. Le gouvernement qu'il dirige s'appuie sur une majorité dont la supériorité arithmétique est telle qu'elle le met à l'abri d'une surprise parlementaire. Son ministère sait où il va, ce qu'il veut : il se réfère à un programme établi en commun par tous les partenaires de la coalition. L'ensemble de ces conditions concourt bien à faire du premier gouvernement dirigé par Léon Blum une expérience privilégiée à laquelle l'historien, le sociologue, le spécialiste de science politique porteront naturellement un intérêt particulier.

Léon Blum chef de gouvernement, avons-nous dit, Léon Blum à l'épreuve du pouvoir, et non pas l'œuvre de son ministère. L'attention se portera donc essentiellement sur l'homme. Il ne saurait être question, même à titre provisoire, de tenter un bilan de son gouvernement, encore qu'il ne soit pas possible de les séparer rigoureusement. Il est trop évident que l'appréciation de son rôle, l'intelligence de son comportement, la compréhension de sa personnalité elle-même requièrent la connaissance de la politique suivie par le gouvernement qu'il animait. Pas plus que sur le moment, nous ne pouvons, aujourd'hui, dissocier l'étude de l'homme d'Etat des résultats acquis, et aussi des échecs, de ces difficultés qu'évoquait à l'instant M. Renouvin et qui contribuaient à composer la situation proposée à l'intelligence et à la volonté de Léon Blum.

Le sujet de notre colloque pourrait ainsi tenir tout entier dans un rapport : la relation changeante entre l'homme, que les électeurs viennent de porter au pouvoir et d'investir d'une responsabilité que l'attente des hommes et des circonstances rendent plus écrasante qu'à l'ordinaire, et la situation générale de la France en 1936.

Pareille problématique dicte la démarche à adopter et trace le déroulement de nos échanges. Permettez que j'en esquisse les lignes directrices. Les facteurs à considérer se regroupent sous quelques grandes rubriques, allant de l'intérieur vers l'extérieur, c'est-à-dire de l'homme aux choses et de Léon Blum vers autrui.

On commencera par rappeler tout ce qui éclaire la personnalité du nouveau président du Conseil : quel homme est-il à la veille d'assumer les responsabilités du gouvernement ? Entendons à la fois son caractère et sa personnalité intellectuelle. Comment s'est-il préparé à la tâche qui lui échoit soudain ? Quelle conception s'est-il faite de

**La fabrication de cet ouvrage  
a été réalisée  
par l'Imprimerie Chirat, 42540 Saint-Just-la-Pendue**



**Achévé d'imprimer en septembre 1981  
N° d'impression 5124  
Dépôt légal 3<sup>e</sup> trimestre 1981**

# Références

L'ÉVÈNEMENT vous sollicite. Souvent, vous avez l'impression que l'actualité politique, économique et sociale vous submerge. Les modes intellectuelles se succèdent, éphémères : elles vous sont de peu de recours pour comprendre les mouvements de notre société.

Les moyens de cette intelligence existent. Le temps de la réflexion, les explications fondamentales, l'édition scientifique et universitaire les assure de longue date. Par sa position même, elle est au plus près des sources du savoir : elle en discerne les orientations et en stimule le progrès. Pourquoi les spécialistes seraient-ils les seuls à en bénéficier ?

Les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques relèvent, pour vous, le défi. Editer et rééditer, sous une forme accessible, des ouvrages fondamentaux dans le domaine des sciences sociales, de l'histoire, de l'économie, pour les mettre à la disposition du large public, telle est l'ambition de la collection « RÉFÉRENCES ».

*Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937), sous la direction de Pierre Renouvin et René Rémond.*

LA PÉRIODE ÉTUDIÉE est celle du premier gouvernement présidé par Léon Blum (juin 1936-juin 1937). Les auteurs s'efforcent d'apprécier l'action de l'homme d'Etat dans le contexte où elle s'est située : quelles étaient les intentions et les possibilités de Léon Blum ? La situation était-elle révolutionnaire ? Quel est le bilan de l'« expérience » ?

La conclusion qui se dégage des travaux recueillis ici est nuancée. La faculté d'initiative du gouvernement présidé par Léon Blum était singulièrement restreinte dès le départ par l'opposition des hommes, la résistance des choses, la pesanteur des situations, l'inertie des structures ; par la suite, les germes de dissentiments intérieurs à la coalition, le raidissement des forces adverses, l'altération de la situation, les surprises de l'événement, l'usure du temps ont encore rétréci sa marge de jeu.

L'œuvre accomplie en quelques mois est pourtant une des plus considérables qui soient et elle a survécu au gouvernement, persistant dans les esprits comme dans les institutions. Loin de diminuer la grandeur de Léon Blum, la connaissance objective de ces limites et l'appréciation des difficultés soulignent les qualités du chef de gouvernement.



ISBN 2-7246-0454-7

Extrait de la publication